

Mme Geneviève DARRIEUSSECQ
Ministre déléguée
chargée des Personnes handicapées
14, avenue Duquesne
75007 PARIS

Paris, le 6 juillet 2022.

Madame la Ministre,

Nous appelons votre attention sur **la situation catastrophique du secteur médico-social, tout particulièrement en ce début d'été qui s'annonce comme l'été de tous les dangers pour les personnes en situation de handicap et leurs familles.**

20 à 30% des postes d'infirmiers, d'aides-soignants, d'accompagnateurs éducatifs et sociaux, de kinésithérapeutes ou d'ergothérapeutes sont vacants dans les ESMS pour adultes. L'épuisement, l'absentéisme, le turn-over, la perte des collaborateurs les plus qualifiés sont aujourd'hui arrivés à leur paroxysme alors que, dans le même temps, le secteur de l'intérim ne parvient plus à combler les postes vacants.

La situation n'est plus tenable et est devenue inacceptable pour la dignité et la sécurité des personnes en situation de handicap. Nous ne parlons même plus de qualité mais de dignité !

La saison estivale va conduire à des fermetures d'établissements, à des retours imposés en familles voire à la mobilisation des familles pour contribuer à l'accompagnement en établissements. Ces séjours imposés en famille se dérouleront alors même que le secteur de l'aide à domicile annonce déjà son incapacité à faire face. Dans le même temps, les hôpitaux ferment les urgences et des lits. Que se passera-t-il en cas de besoin d'hospitalisation pour des soins médicalisés qui ne pourraient pas être effectués, par des parents, à domicile ?

Nous assistons impuissants à un retour en arrière de plusieurs décennies.

Comment, dans ces conditions, pouvons-nous encore parler d'inclusion, de choix, d'innovation et de transformation de l'offre alors que les fondamentaux d'un accompagnement humain ne sont plus respectés ? Les projets associatifs sont réduits à néant, mobilisant les ressources disponibles pour un simple service de « nursing » au détriment des actions qui enrichissent la vie.

Les revalorisations salariales, maintes fois promises et notamment lors de la dernière conférence des métiers du social et du médico-social en mars dernier, ne sont toujours pas concrètement mises en œuvre sur le terrain alors même que le niveau de l'inflation a explosé paupérisant encore un peu plus un secteur à la dérive.

.../...

Que deviendront les 183 euros nets lorsqu'ils seront enfin versés au regard de la situation économique et sociale de notre pays ? Que dire enfin du tiers de nos collaborateurs qui ne sont toujours pas valorisés (administratif, logistique et encadrement) et qui le vivent, à juste titre, comme cette injustice ?

C'est donc assurément l'été de tous les dangers.

Vous prenez vos fonctions, Madame la Ministre, à un moment absolument crucial pour l'avenir de tout un secteur dont les acteurs attendent désormais des actes concrets face à cette situation.

Nous vous demandons donc :

- de nous recevoir en urgence pour partager un état des lieux du secteur médico-social,
- de garantir le financement IMMEDIAT des mesures « Ségur » accordées et annoncées et leur extension aux métiers oubliés,
- d'envisager de concert le sort de l'hôpital et celui du secteur médico-social dont les avenir sont totalement interdépendants notamment pour les ESMS médicalisés,
- d'accélérer les travaux de convergence vers une convention collective unique qui tire vers le haut les carrières et les salaires.

Vous remerciant de l'attention que vous porterez à ce courrier, nous vous prions de croire, Madame la Ministre, à l'assurance de notre haute considération.



Jacky VAGNONI
Président

Copies pour information :

Mme Elisabeth BORNE, Première ministre,
M. Jean-Christophe COMBE, Ministre des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées,
Mme Céline POULET, Secrétaire générale du Comité Interministériel du Handicap,
M. Jérémie BOROY, Président du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées (CNCPH).